

BURUNDI

Il faut réagir d'urgence à la guerre contre les civils

Index AI : AFR 16/009/2003

ÉFAI

Mardi 15 juillet 2003

Amnesty International condamne énergiquement les graves atteintes aux droits humains commises par les forces du gouvernement et de l'opposition armée au cours des combats qui se déroulent actuellement dans la capitale Bujumbura et ses alentours, après une offensive lancée ce 6 juillet par le PALIPEHUTU-FNL (Rwanda), l'un des deux principaux groupes politiques armés.

« En l'absence de mesures préventives immédiates, Amnesty International s'inquiète également des représailles que les forces armées gouvernementales risqueraient de mener sans discrimination contre la population hutu soupçonnée de soutenir activement le FNL, ou d'être complice de ce mouvement ; cela s'est produit de nombreuses fois par le passé », a déclaré Irene Khan, Secrétaire générale de l'organisation.

La tactique militaire du PALIPEHUTU-FNL (connu sous le nom de FNL) constitue fréquemment par elle-même un crime de guerre ou une atteinte grave aux droits humains. Elle consiste notamment à forcer des femmes et des enfants à porter du butin et à aider à l'évacuation des blessés, à enrôler des enfants soldats, et à enlever des civils, y compris des enfants.

Le FNL pilonne Bujumbura de manière intermittente depuis une semaine. Tout en visant ostensiblement des cibles militaires, il a aussi touché plusieurs dizaines de fois des objectifs civils, comme le marché central, des bars, des pharmacies et une banque où au moins deux civils ont été tués, ainsi que la prison centrale de Mpimba où une dizaine de détenus ont été blessés. Il est difficile de déterminer si une ou plusieurs cibles militaires ont été atteintes. Le FNL a également tiré des obus sur des quartiers résidentiels de la capitale.

Amnesty International, dont des délégués se trouvaient à Bujumbura la semaine dernière, a reçu des informations crédibles faisant état d'atteintes aux droits humains, notamment d'exécutions extrajudiciaires par des forces gouvernementales, dans plusieurs quartiers du sud. Ainsi, les forces gouvernementales auraient exécuté dix ouvriers le 7 juillet, dans le quartier de Kinindo. Ces hommes auraient été forcés à s'allonger sur le sol et tués à bout portant. Des combattants du FNL auraient également tué des civils désarmés et en auraient enlevé de nombreux autres, y compris des enfants. Des soldats se seraient livrés à des pillages.

Selon les chiffres officiels, plus de 200 personnes, y compris des combattants, ont été tuées à Bujumbura depuis le 6 juillet 2003. Au début, le FNL et les forces du gouvernement permettaient aux civils de quitter les zones de combat, mais nombre d'entre eux restaient pris au piège pendant plusieurs jours. Les forces du gouvernement ont utilisé de l'artillerie et des armes légères, mais aussi des hélicoptères pour bombarder les zones où les combattants du FNL étaient censés se trouver. Le nombre de civils tués au cours de ces bombardements et d'autres affrontements reste inconnu. Plus de 30 000 civils, déplacés aux environs de la capitale, ont un besoin d'aide urgent.

Certains des quartiers de Bujumbura accueillent des officiers de l'armée burundaise. Une personne ayant vu des familles d'officiers s'enfuir à pied vers Bujumbura a déclaré à la délégation d'Amnesty International : « La riposte sera terrible ». Cette crainte est justifiée par de graves précédents historiques. Une bonne partie de la population tutsi a été armée par le gouvernement dans le cadre d'une soit-disant politique d'autodéfense, susceptible de donner lieu à un déchaînement de violence et à de graves atteintes aux droits humains, en particulier en cas de guerre.

De nombreuses personnes sont détenues pour leur participation présumée à ces offensives. L'une d'entre elles, Emmanuel Niyongabo, arrêté le 11 juillet au site pour personnes déplacées du Musée vivant, est depuis lors détenu et menotté à une grille de fer, dans les locaux de la Police de sécurité politique (PSP), dans la cellule des femmes, sans pouvoir s'asseoir. Ezechiel Ncitiyinalaba aurait été torturé dans des baraquements militaires de Kamenge avant d'être remis à la PSP.

En outre, le gouvernement réprime la liberté d'expression, en empêchant les médias de diffuser ou de commenter les propos d'hommes politiques qui ne suivent pas la ligne gouvernementale.

Dans les autres régions du pays, la situation des droits humains demeure grave ; toutes les parties du conflit se sont rendues responsables d'atteintes aux droits humains. Trois personnes travaillant pour des organisations internationales humanitaires dans la province de Makamba, dans le sud du Burundi, sont tenues en otage depuis leur enlèvement les 9 et 10 juillet par des hommes armés, qui ont également brûlé le véhicule de l'une des organisations. L'identité des ravisseurs reste inconnue. Les organisations internationales ont suspendu la plupart de leurs activités dans cette province.

« Le gouvernement du Burundi et toutes les parties du conflit doivent prendre des mesures immédiates pour empêcher d'autres atteintes aux droits humains, comme les homicides de civils désarmés, la torture et les prises d'otage », a déclaré Amnesty International.

L'organisation demande également aux gouvernements de la région ainsi qu'à la communauté internationale de manière plus générale :

- de mettre clairement les autorités burundaises en face de leur responsabilité : elles doivent faire en sorte que leurs forces agissent dans le strict respect du droit international humanitaire, en particulier en ce qui concerne la protection des civils ;

- de faire pression sur toutes les autres parties du conflit pour qu'elles respectent le droit international humanitaire, en particulier en mettant fin aux bombardements aveugles, aux homicides illégaux de civils, aux attaques visant les organisations humanitaires ou de défense des droits humains, et autres actions les empêchant de travailler ;
- de fournir un financement et un soutien politique suffisant aux organisations humanitaires et autres, pour leur permettre d'affronter la crise humanitaire au Burundi dans l'immédiat et sur le long terme ;
- de trouver rapidement une solution durable à la crise au Burundi, permettant de protéger les droits humains, et de poursuivre cet engagement une fois la crise urgente résolue.

Amnesty International demande en outre au Conseil de sécurité des Nations unies d'imposer un embargo prenant effet immédiatement sur le gouvernement burundais et tous les groupes politiques armés impliqués dans le conflit.

« Il s'agit d'une guerre contre les civils. Les gouvernements et les sociétés privées doivent savoir que toutes les parties du conflit utilisent régulièrement leurs armes pour tuer ou blesser des civils », a déclaré Irene Khan.

Contexte

Un processus de paix insuffisant et entaché d'irrégularités a conduit à la signature de l'Accord de paix et de réconciliation au Burundi en août 2000. L'une de ses principales faiblesses était l'exclusion des deux principaux groupes armés politiques actifs, le CNDD-FDD et le PALIPEHUTU-FNL. Vers le milieu de l'année 2002, un accord de cessez-le-feu a été signé entre le gouvernement du Burundi et des forces d'opposition minoritaires et inactives, suivi d'un autre cessez-le-feu avec le CNDD-FDD (Nkurunziza) au mois de décembre. Cependant, le conflit et les atteintes aux droits humains qu'il a entraînées se sont considérablement aggravés dans tout le pays. Les négociations portant sur des questions non résolues se trouvent dans l'impasse, pour des raisons controversées.

Le 6 juillet 2003, le FNL, qui n'a pas encore rejoint la table des négociations, a attaqué et occupé plusieurs quartiers sud de Bujumbura. Depuis lors, les combats font rage dans la capitale. Plusieurs quartiers ont été pilonnés par le FNL, et les hélicoptères des forces gouvernementales ont également bombardé des zones situées dans la capitale ou ses environs. Bien que Bujumbura soit apparemment plus calme ce mardi 15 juillet, et que le FNL ait peut-être été repoussé de la ville, la situation reste critique. Le principal groupe politique armé actif, le CNDD-FND (Nkurunziza), a nié toute implication directe dans l'offensive contre la capitale, mais dans un communiqué du 9 juillet, a menacé de s'y joindre si le gouvernement continuait à bombarder des quartiers de la capitale ou de ses environs. Le CNDD-FND (Nkurunziza) reste actif dans d'autres régions du pays, et continue à se rendre responsable d'homicides de civils, de pillages, de viols et de prises d'otages.